

# La démocratie arabe snobée par Obamollande repêchée par Fabius ?

Karoline Postel Vinay

▶ **To cite this version:**

Karoline Postel Vinay. La démocratie arabe snobée par Obamollande repêchée par Fabius ?. 2012. hal-01070336

**HAL Id: hal-01070336**

**https://sciencespo.hal.science/hal-01070336**

Preprint submitted on 1 Oct 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LA DEMOCRATIE ARABE SNOBEE PAR OBAMOLLANDE,

# REPECHEE PAR FABIUS?

Karoline Postel-Vinay

(Directrice de recherche au CERI-Sciences Po)

L'année dernière à Deauville, Nicolas Sarkozy déclarait, au nom du G8, que M. Kadhafi n'avait « aucun avenir dans une Libye démocratique et libre ». « Il doit partir », ajoutait-il. Un an plus tard, Laurent Fabius affirme, dans sa première interview en tant que ministre des Affaires étrangères, que « Bachar El-Assad est l'assassin de son peuple ». « Il doit quitter le pouvoir », poursuit le nouveau chef de la diplomatie française. Ces déclarations, espacées d'un an, d'un pays arabe à l'autre, se font écho de manière frappante. La similarité est d'autant plus saisissante qu'elle contraste fortement avec le discours tenu sous l'influence évidente de Barak Obama et de François Hollande par les dirigeants lors du dernier G8 à Camp David, où il n'a guère été question de lutte contre les tyrans arabes. Pourtant, celle-ci avait été mise au centre de l'agenda annoncé quelques semaines plus tôt par le Département d'Etat américain. Que s'est-il donc passé ?

En mai 2011, le sommet de Deauville était parvenu à redonner au G8 sa raison d'être politique, si ce n'est sa raison d'être tout court. En effet, le sommet précédent organisé à Muskoka (Canada) avait pratiquement enterré le G8, considérant qu'il faisait double emploi avec le G20. Les Russes étaient pourtant opposés à sa disparition, soucieux de préserver le prestige international propre au conclave des Huit. Les Américains voulaient en tout cas que les sommets des deux « G », réunis cette année-là sous une seule présidence française, soient organisés dans une même séquence, pour réduire, disait-on à la Maison blanche, les déplacements internationaux de Barack Obama. L'Elysée comptait profiter au maximum de la visibilité donnée par les « G », et tenait au contraire à avoir deux sommets bien distincts. *In extremis*, fin janvier 2011, Nicolas Sarkozy parvint à convaincre son homologue américain à traverser deux fois l'Atlantique ; au printemps pour le G8 de Deauville, à l'automne pour le G20 de Cannes. Encore fallait-il définir des agendas bien différenciés pour chaque « G ». Les questions de gouvernance économique mondiale, c'était désormais acquis, revenaient au G20. L'équipe de Nicolas Sarkozy proposa, pour le G8, de débattre notamment de cybersécurité et de démocratie numérique. Bref, les Français souhaitaient faire un sommet « pour parler d'Internet » résumèrent non sans ironie les diplomates américains.

Survint alors le printemps arabe. Le sujet majeur de Deauville était tout trouvé : les bouleversements au sud de la Méditerranée furent au cœur des débats. Le soutien politique et économique des Huit (Russie comprise !) aux démocrates arabes fit l'objet d'une initiative spécifique – le Partenariat de Deauville – et d'une déclaration à part. On parla aussi du nucléaire iranien et nord-coréen. Des thèmes que « la famille démocratique », selon les termes de Nicolas Sarkozy, se devait d'évoquer de façon urgente. Il était utile de maintenir ce dialogue entre pays liés par « une relation forte », déclarait un porte-parole de la Maison blanche. La déclaration finale s'intitula Un nouvel élan pour la liberté et la démocratie, un changement de cap radical après Muskoka où le dialogue avait été centré sur la crise économique globale sous l'intitulé « Renaissance et reprise ». Deux ans plus tard, la réunion de Camp David, dominée par la crise de la zone euro, a donc constitué un retour en arrière : le G8 fait à nouveau figure d'antichambre – à l'utilité discutable – du G20.

Un retour en arrière qui n'était guère prévisible un mois plus tôt, le 12 avril 2012. A l'issue du G8 des ministres des Affaires étrangères, Hillary Clinton annonçait les grandes lignes de l'agenda du prochain sommet : Syrie, Afghanistan, Iran, Partenariat de Deauville. Toujours en avril, le G8 des ministres des Finances se réunissait avec pour seul ordre du jour le soutien aux pays arabes en transition. Trois semaines plus tard, François Hollande était élu

président de la République et Barack Obama était pris dans la tourmente d'une nouvelle tempête budgétaire américaine. Les deux chefs d'Etat avaient des intérêts convergents : convaincre des bienfaits de la croissance, face à Angela Merkel pour le premier, face aux Républicains pour le second. D'où un G8 dédié à la zone euro, avec une chancelière allemande acculée au compromis par deux alliés jusqu'alors improbables. Adieu Merkozy, bonjour Obamollande ?

La question de la démocratie arabe, reléguée très bas dans la liste des priorités du G8 – 26e point d'une déclaration qui en contient une quarantaine – semblait donc avoir disparue de l'écran radar de la diplomatie française. Jusqu'à la phrase de Laurent Fabius sur Bachar El-Assad concomitante à l'annonce de l'expulsion de l'ambassadrice syrienne à Paris, faisant la une du journal *Le Monde*. Hillary Clinton avait déclaré à la chaîne *ABC* dès début avril « Assad doit partir. Le plus tôt sera le mieux ». Pour le Quai d'Orsay, il n'est pas trop tard pour lui emboîter le pas. Mais l'opportunité d'un discours commun, auquel la réunion de Camp David aurait donné un relief certain (le lieu symbolique s'y prêtait formidablement bien), a été manquée.